



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis (M.R.B.)  
de respecter les dispositions réglementant l'insertion paysagère de ses installations de criblage,  
concassage et transit de matériaux inertes situées sur la commune de Beauvais

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » et notamment l'article 2.2 qui dispose :

*« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...) » ;*

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage ..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 7 qui dispose :

*« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.*

*L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.*

*Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier » ;*

Vu le dossier de demande d'enregistrement en vue de l'exploitation d'installations de criblage et de concassage déposé le 17 octobre 2013, complété les 17 février et 21 mars 2014 par la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 octobre 2014 délivré à la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis pour l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux inertes au titre de la rubrique n° 2515 sur le territoire communal de Beauvais, chemin rural dit « de la Ruelle au Four » et notamment l'article 1.3.1 qui dispose :

*« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 11 octobre 2013. Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables, à savoir l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;*

Vu le courrier du directeur départemental des Territoires du 13 octobre 2014 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis pour l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier de demande d'enregistrement susvisé, et notamment les compléments du 21 mars 2014, par lequel la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis indique :

- « Afin de garantir une intégration paysagère satisfaisante, des clôtures d'au moins 1,80 m de hauteur, doublées d'une haie à feuillage persistant, d'arbres ou d'arbustes au sein d'une bande de largeur d'environ 1,5 m, seront mises en place en limite d'exploitation du site par la société MRB. »

- « Le merlon périphérique envisagé avant les échanges avec le service Urbanisme de la commune de Beauvais ne sera donc plus mis en place au droit du site. » ;

Vu le rapport du 11 septembre 2015 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 27 août 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- que les monticules de déchets inertes sont fortement visibles de l'extérieur du site, ce constat démontrant que les dispositions mises en place et visant à insérer le site dans le paysage sont insuffisantes ; en effet, les arbustes plantés par la société M.R.B. ne permettent pas de masquer, par leur hauteur et leur quantité, les monticules, les végétaux aujourd'hui présents plantés en 2011-2012 selon l'exploitant ne couvrent environ qu'un sixième du périmètre du site ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 octobre 2014 susvisé, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé et de l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis de respecter les prescriptions des articles 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 octobre 2014 susvisé, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé et de l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** La société Matériaux Recyclés du Beauvaisis exploitant une installation de criblage, concassage et transit de matériaux inertes sise chemin rural dit « de la Ruelle au four » sur la commune de Beauvais est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 octobre 2014 susvisé, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé et de l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, en améliorant l'insertion paysagère de son projet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Beauvais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

26 OCT. 2015

Pour le préfet et par délégation,

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

Destinataires :

Monsieur Laurent GRATIA  
Directeur de la société Matériaux Recyclés du Beauvaisis (M.R.B.)  
Z.A de Pinçonlieu  
2 impasse de la Terre Jean-Jacques  
60000 BEAUVAIS

Madame le sénateur-maire de Beauvais

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Picardie